



3 mai : Journée mondiale de la liberté de la presse

Restons vigilant !

Le 3 mai est l'occasion d'informer le public sur les violations du droit à la liberté d'expression et de lui rappeler que nos confrères et consœurs qui risquent la mort ou la prison en mission de par le monde sont nombreux.

La liberté d'expression reste un droit à conquérir pour une grande partie du monde. Pour l'autre partie, c'est un droit à défendre jour après jour. Au Luxembourg, rappelons les discussions et débats de très longue haleine au sujet de loi sur la liberté d'expression dans les médias et sur le droit d'accès à l'information pour les journalistes il y a dix ans et plus.

Malheureusement, il faut rappeler qu'au Luxembourg – malgré de nombreuses interventions de l'Association Luxembourgeoise des Journalistes Professionnels et du Conseil de Presse et malgré de nombreuses promesses de la part des ministres de tutelle en fonction depuis le projet de réforme de la loi sur la liberté d'expression dans les médias - les journalistes n'ont toujours pas le droit d'accès aux informations, contrairement à tant d'autres pays.

Et même si l'accord de coalition de 2018 prévoit des améliorations « en étroite collaboration » avec le Conseil de Presse et l'ALJP, force est de constater que jusqu'ici les lignes n'ont pas bougées d'un iota. Pire encore, le récent épisode autour des organigrammes des task forces Covid-19 a encore une fois mis à nu les réticences du gouvernement à accéder à des demandes journalistiques. Sans l'apport de l'opposition politique, ces informations seraient restées sous scellés.

Rappelons aussi que l'indice mondial de la liberté de la presse 2020 classe le Luxembourg qu'à la 17^e place, loin derrière des pays comme la Norvège, la Suède, les Pays-Bas, la Finlande, la Suisse, la Jamaïque, la Belgique, la Nouvelle Zélande, le Danemark, le Costa Rica, l'Autriche, l'Estonie, l'Islande, le Portugal, l'Allemagne, l'Irlande et juste avant le Canada, l'Australie, l'Uruguay, le Suriname, le Samoa ou encore le Ghana ... La politique d'information restrictive et centralisée du gouvernement lors de la crise sanitaire n'améliora certainement pas ce classement. Bien au contraire !

Notre rôle est de lutter contre tout ce qui s'oppose à ce véhicule essentiel de l'échange des idées entre humain-e-s et cultures qu'est la liberté d'expression.

Une presse libre et indépendante est l'une des composantes essentielles d'une société démocratique, qui constitue elle-même l'un des fondements du développement économique et social durable. Elle engendre des sociétés fortes et dynamiques.

Que ceux qui entravent la liberté de la presse se le rappellent !

Communiqué le 30 avril 2020.

Pour l'ALJP

Ines KURSCHAT (présidente)

Roger INFALT (secrétaire général)

Luc CAREGARI et Luc LABOULLE (vice-présidents)

Melody HANSEN (secrétaire)